

SOMMAIRE

■ Présentation du programme et des épreuves

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

1	Quelles sont les sources de la croissance économique ?	10
2	Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?	14
3	Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	18
4	Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?	22
5	La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?	26
6	Comment analyser la structure sociale ?	30
7	Comment rendre compte de la mobilité sociale ?	34
8	Quels liens sociaux dans les sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?	38
9	La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion sociale ou moteur du changement social ?	42
10	Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?	46
11	Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ?	50
12	Quelles politiques pour l'emploi ?	54

ÉCONOMIE APPROFONDIE

13	Comment la dynamique démographique influe-t-elle sur la croissance économique ?	58
14	Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale ?	60
15	Dans quelles circonstances les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?	62
16	Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?	64
17	Qu'est-ce que la globalisation financière ?	66
18	Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?	68

SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

19	Quelles sont les composantes institutionnelles des régimes politiques démocratiques ?	70
20	Comment s'organise la compétition politique en démocratie ?	72
21	Quelle est la contribution des organisations politiques au fonctionnement de la démocratie ?	74
22	Quelle est l'influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?	76
23	Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?	78
24	Comment expliquer le comportement électoral ?	80
25	Quel est l'impact de la construction européenne sur l'action publique ?	82

■ Sujet type bac

84

SES

Présentation du programme et des épreuves

La réforme de l'enseignement de sciences économiques et sociales, entamée lors de la rentrée scolaire 2010/2011, en classe de seconde, s'achève avec la mise en place du nouveau programme de terminale ES, lors de la rentrée scolaire 2013/2014. Cet enseignement, en classe de terminale, comporte notamment un enseignement « **spécifique** » de sciences économiques et sociales et deux enseignements de « **spécialité** » : les élèves pourront choisir, au titre de l'enseignement de « **spécialité** » celui se rapportant soit aux **sciences sociales et politiques**, soit à **l'économie approfondie**.

Dans la continuité du programme de première, ce programme se fixe 3 objectifs :

- permettre aux élèves de s'approprier progressivement les concepts, méthodes et problématiques essentiels de trois sciences sociales (la science économique, la sociologie et la science politique). Il s'agit donc ici de contribuer à la formation intellectuelle des élèves en développant l'apprentissage rigoureux de savoirs disciplinaires qui sont, pour l'essentiel, nouveaux pour eux ;
- préparer les élèves à la poursuite d'études post-baccalauréat et leur permettre de faire des choix éclairés d'orientation dans l'enseignement supérieur. Il existe en effet un vaste éventail de cursus dans lesquels la maîtrise de connaissances de base en sciences sociales constitue un indiscutable atout (classes préparatoires, formations universitaires d'économie et gestion, de droit, de sociologie, LEA, instituts d'études politiques, instituts universitaires de technologie, etc.) ;
- contribuer à leur formation citoyenne grâce à la maîtrise de connaissances qui favorise la participation au débat public sur les grands enjeux économiques, sociaux et politiques.

Contenu du programme de l'enseignement spécifique

► Science économique (durée indicative : 80 heures)

- 1. Croissance, fluctuations et crises
 - 1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?
 - 1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?
- 2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne
 - 2.1 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?
 - 2.2 Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?
- 3. Économie du développement durable
 - 3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

► Sociologie (durée indicative : 50 heures)

- 1. Classes, stratification et mobilité sociales
 - 1.1 Comment analyser la structure sociale ?
 - 1.2 Comment rendre compte de la mobilité sociale ?
- 2. Intégration, conflit, changement social
 - 2.1 Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?
 - 2.2 La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

► Regards croisés (durée indicative : 40 heures)

- 1. Justice sociale et inégalités
 - 1.1 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?
- 2. Travail, emploi, chômage
 - 2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ?
 - 2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?

Contenu du programme de l'enseignement d'économie approfondie

Cet enseignement de spécialisation doit permettre aux élèves d'approfondir leur connaissance de l'analyse économique par l'étude de quelques grands enjeux contemporains qui correspondent à des mutations structurelles de l'économie mondiale.

- 1. Économie et démographie
 - 1.1. Comment la dynamique démographique influence-t-elle sur la croissance économique ?
 - 1.2. Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale ?
- 2. Stratégies d'entreprises et politique de concurrence dans une économie globalisée
 - 2.1. Dans quelles circonstances les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?
 - 2.2 Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?
- 3. Instabilité financière et régulation
 - 3.1. Qu'est ce que la globalisation financière ?
 - 3.2. Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?

Contenu du programme de l'enseignement de sciences sociales et politiques

Cet enseignement de spécialisation doit permettre aux élèves de se familiariser avec les apports des sciences sociales et politiques à la réflexion informée et critique sur l'évolution de la vie politique contemporaine en France et en Europe. S'inscrivant dans le prolongement de l'enseignement de la classe de première et en complément avec le programme spécifique de la classe terminale, ce programme de spécialisation est basé principalement sur les acquis de la science politique. Ouverte à l'influence d'autres modes de raisonnement des sciences sociales (l'histoire et la sociologie notamment), la science politique constitue une discipline propice à un enseignement de spécialisation susceptible d'aborder scientifiquement les questionnements contemporains.

- 1. Le système politique démocratique
 - 1.1 Quelles sont les composantes institutionnelles des régimes politiques démocratiques ?
 - 1.2 Comment s'organise la compétition politique en démocratie ?
 - 1.3 Quelle est la contribution des organisations politiques au fonctionnement de la démocratie ?
- 2. La participation politique
 - 2.1 Quelle est l'influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?
 - 2.2 Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?
 - 2.3. Comment expliquer le comportement électoral ?
- 3. L'ordre politique européen
 - 3.1 Quel est l'impact de la construction européenne sur l'action publique ?

Présentation des épreuves

Les nouvelles épreuves de SES au baccalauréat doivent permettre de vérifier les acquis des élèves tels qu'ils sont définis dans le programme. Les épreuves sont réussies dès lors que les connaissances sont acquises et les compétences maîtrisées. L'élève aura le choix entre deux épreuves en 4 heures :

- la dissertation **ou** l'épreuve composée
- s'il est inscrit en spécialité, il disposera d'une heure supplémentaire et devra choisir un sujet parmi deux (en sciences sociales et politiques ou en économie approfondie).

L'épreuve d'oral de contrôle intervient pour les élèves ayant eu entre 8 et 10 à l'issue du premier groupe d'épreuve.

Dissertation

Il s'agit de réfléchir à une question en s'appuyant sur des connaissances précises et sur un dossier documentaire. On attend du candidat qu'il maîtrise un certain nombre de savoirs et de savoir-faire.

La dissertation évalue les capacités suivantes :

- répondre à la question posée par le sujet ;
- construire une argumentation à partir d'une problématique ;
- mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

La clarté de l'expression et le soin apporté à la présentation seront pris en compte dans l'évaluation.

Le dossier qui accompagne le sujet comporte 3 ou 4 documents purement factuels : des tableaux statistiques, des graphiques, des témoignages ou des textes descriptifs. Aucun document d'analyse n'est fourni ; c'est au candidat de formuler les pistes d'analyse nécessaires pour traiter le sujet.

Épreuve composée

Cette nouvelle épreuve est diversifiée ; elle est composée de 3 parties dissociées :

- La mobilisation des connaissances, évaluée sur 6 points, porte sur deux questions de connaissances qui renvoient à des champs différents du programme (sciences économiques et regards croisés / sciences économiques et sociologie / sociologie et regards croisés). L'idée est de tester les connaissances des élèves et de valoriser ceux qui ont travaillé. Le mécanisme à présenter est forcément lié au programme de terminale : il ne peut donc pas y avoir quelque chose sur la substituabilité des facteurs de production étudiée en première mais il peut y avoir quelque chose sur le rôle des facteurs de production dans la croissance.
- L'étude d'un document (texte / graphique / texte) est évaluée sur 4 points. La question porte sur les informations que l'on peut tirer de la lecture du document. L'élève ne doit pas chercher à expliquer les faits mis en avant (considéré comme du hors sujet). Le but de cette partie est de savoir si les élèves savent lire ce type de document et parviennent à extraire les informations pertinentes. La compétence évaluée est celle du traitement de l'information. Il faudra commencer par présenter le document (source, titre, unité, champ, thème, critère).
- Le raisonnement appuyé sur un dossier documentaire doit être d'un champ différent de celui de la dissertation. Le sujet de la troisième partie porte sur un contenu figurant explicitement dans les indications complémentaires du programme et son énoncé utilise les notions des titres des thèmes et des deux premières colonnes du programme, ainsi que celles des acquis de première figurant en troisième colonne de ce même programme de terminale. L'esprit de cette partie est de surtout présenter un mécanisme, un raisonnement. Cela n'empêche pas le débat car il peut être présenté de façon nuancée, en présentant les limites de ce qu'on met en avant.

Il faut une introduction, un développement, une conclusion. Il est possible de faire une introduction de type classique (définition des termes du sujet, annonce du raisonnement). La réponse apportée sous forme de paragraphes peut comporter 4 ou 5 paragraphes ce qui implique de ne pas exiger une annonce de plan à l'issue de l'introduction annonçant les 4 ou 5 paragraphes

Le sujet ne peut être transversal et porte sur une partie donnée. La problématique doit donc se limiter aux contenus présentés dans les indications complémentaires de la partie concernée.

Le sujet posé ne doit pas porter sur le programme de première ES... Mais les acquis de 1^{re} ES peuvent être mobilisés. Le dossier documentaire propose 2 ou 3 documents de nature différente (un texte et un document statistiques/ deux documents statistiques et un texte qui peut être interprétatif).

Épreuve d'économie approfondie / Épreuve de sciences sociales et politiques

La question posée peut intégrer des notions présentes dans les indications complémentaires en plus des concepts présents dans les titres et colonne 1 et 2 du programme. Le sujet porte sur un thème. Le dossier documentaire est composé d'un (grand) texte ou de deux documents (texte / graphique ou tableau) interprétatifs ; la production peut comporter une introduction et une conclusion.

Épreuve orale de contrôle

Le candidat dispose de deux sujets au choix ; chacun d'entre eux comporte :

- une question principale sur 10 points prenant appui sur deux documents de nature différente.
- Trois questions simples sur 10 points :
 - une question liée aux documents (savoir-faire) ;
 - deux questions de vérification des connaissances qui portent sur d'autres thèmes du programme (...pour ceux qui ne font pas d'économie approfondie ou de sciences sociales et politiques) ou deux questions de vérification des connaissances qui portent sur l'économie approfondie ou sur les sciences sociales et politiques (...pour ceux qui ont pris l'option économie approfondie ou sciences sociales et politiques).

D'où vient la croissance ? Comment expliquer que la production de biens et de services augmente d'une période à l'autre ? La mesure de la croissance est-elle satisfaisante ?

La mesure de l'activité économique

► Qu'est-ce que le PIB...

Le PIB (produit intérieur brut) mesure la richesse créée par l'activité économique d'un pays. Il est égal à la somme de toutes **les valeurs ajoutées** réalisées par les unités de production résidentes. Le PIB est la somme du **PIB marchand** et **non marchand** : le premier représente alors la valeur marchande de tous les biens et les services produits et destinés à être échangés sur un marché à un prix supérieur aux **coûts de production**. Son évaluation se fait en calculant les valeurs ajoutées réalisées sur les produits vendus. Le **PIB non marchand**, quant à lui, correspond à l'évaluation de la production non marchande, fournie gratuitement ou à un prix inférieur aux coûts de production. Dans ce cas, la production est évaluée à partir du **coût des facteurs de production**.

► ... et la croissance économique ?

Les économistes utilisent le terme de **croissance**, conventionnellement, pour décrire une augmentation de la production sur le **long terme**. Selon la définition de **François Perroux (1903-1987)**, la **croissance économique** correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation : le produit global net en termes réels. » Dès lors que le taux de croissance du PIB est supérieur au taux de croissance de la population, le PIB par habitant augmente ; cela révèle une augmentation du **niveau de vie moyen**.

► La croissance économique : un phénomène récent

À l'échelle de l'histoire humaine, la croissance est un phénomène relativement **récent**. L'envol de la croissance n'a eu lieu qu'à partir du XVIII^e siècle (époque de la révolution industrielle). L'analyse de **Angus Maddison** sur la période 1820-2008 montre le caractère inégal de la croissance, le PIB ayant augmenté beaucoup plus rapidement dans certains pays (États-Unis, Canada, Australie,

Nouvelle-Zélande) et dans certaines régions (Europe de l'Ouest) que dans d'autres (Afrique).

Les sources de la croissance

► Les rôles du capital et du travail...

Les économistes distinguent deux principaux **facteurs de production** : le **travail** et le **capital**. L'augmentation de la production peut résulter de la hausse de la quantité des facteurs utilisés : plus il y a d'hommes qui travaillent longtemps, plus il y a de machines pour produire, et plus, logiquement, la production augmentera. On parlera alors de **croissance extensive**.

► ... du progrès technique...

Cependant, la croissance n'est pas le simple résultat de l'accumulation de ces facteurs de production. Pour **Robert Solow**, un troisième facteur de production vient féconder le capital et le travail pour les rendre **plus productifs** et doper la croissance : il s'agit du **progrès technique** mesuré par la productivité globale des facteurs. On parle alors de **croissance intensive**. Alors que **R. Solow** (années 1960) ne parvient pas à expliquer l'origine du progrès technique, qui, pour lui, « tombe du ciel », les économistes de la croissance endogène (années 1980) estiment que le progrès technique ne provient pas de la Providence mais de l'activité économique elle-même : Pour **Paul Romer**, **Robert Lucas**, **Robert Barro**, la croissance forte provoque l'accumulation de savoir-faire, la distribution de revenus et donc la possibilité de se former et d'accumuler du capital humain, une augmentation des dépenses publiques d'éducation mais aussi des dépenses de R&D et d'infrastructures (transport / communication...)... qui seront, à leur tour, facteur de croissance.

► ... et des institutions

La croissance économique est également due à l'action des **institutions** qui élaborent des normes protégeant, par des **droits de propriété** (brevets déposés sur des innovations), ceux qui prennent

des risques en innovant et qui supportent le coût de l'innovation mais qui espèrent profiter ultérieurement d'un retour sur investissement sous forme de profits. L'incitation à produire est donc source de croissance.

Le PIB : un indicateur contestable

► Les vertus de la croissance économique

Elle est source d'accroissement des **revenus** pour l'ensemble des agents économiques. Dès lors que la **répartition de la valeur ajoutée** s'effectue davantage en faveur des ménages, la croissance a des effets positifs sur leur niveau de vie moyen : ils en profitent pour **consommer** davantage, et de façon diversifiée, grâce à un plus grand **pouvoir d'achat** ; leur épargne leur permet d'**investir**, les rendant propriétaires de leur logement. Quant aux entreprises, elles créent des emplois dès lors qu'elles perçoivent des débouchés et une rentabilité suffisants pour leur production. Enfin, les pouvoirs publics, à l'aide d'impôts collectés plus conséquents, produisent des **services collectifs** ; le **bien-être** des ménages augmente.

► Un indicateur trompeur...

Lorsqu'une population est pauvre, une hausse du PIB se traduit quasiment nécessairement par une hausse du bien-être, mais cette relation est moins vraie pour des populations plus riches (paradoxe d'**Easterlin**). L'évaluation du PIB

néglige les **coûts** sociaux et environnementaux, générés par la croissance, c'est-à-dire **les externalités négatives**. D'autre part, une hausse du PIB/habitant d'un pays peut s'accompagner d'une ponction de ce supplément de richesse par des agents économiques non résidents. En 1990, L'Indicateur de **Développement Humain (IDH)** (composé : du PIB/tête, de l'espérance de vie, du taux de scolarisation) a été forgé par le Programme des Nations unies pour le Développement (**PNUD**) afin d'évaluer le bien être de façon plus fiable.

► ... et insuffisant

Une augmentation du PIB ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la situation de chacun ; en effet le PIB/habitant n'est qu'une moyenne qui peut cacher de fortes **inégalités** à l'intérieur même d'un pays. De plus, certaines activités de production, légales non déclarées et illégales, forment une **économie souterraine** qui n'est pas prise en compte dans le calcul du PIB. Il ne mesure pas non plus la production issue des activités **non marchandes** correspondant au travail bénévole et au travail domestique : il est donc minoré ! En revanche, toutes les activités entreprises pour remédier à des atteintes environnementales ou médicales, issues de l'activité de production, sont comptabilisées dans le PIB dès lors qu'elles sont marchandes : il est cette fois-ci majoré !

CALCULS DE POURCENTAGES DE RÉPARTITION

Comment calcule-t-on les proportions ?

En faisant une comparaison entre un sous-ensemble, (« *ce que je compare* », au numérateur) **par rapport** à un ensemble (« *ce à quoi je le compare* », au dénominateur).

Quel est l'intérêt des calculs de part ?

- Il permet de comparer, des variables à deux époques différentes :

Exemple : capture de poissons de l'Union européenne, en millions de tonnes.

	Dans Atlantique du Nord-Est	En Méditerranée et mer Noire	Autres zones de pêche	Total
2000	4,9	0,6	1,3	6,8
2009	3,5	0,5	1,1	5,1

Source : eurostat.

En 2000, sur 6,8 millions tonnes de poissons pêchés par l'UE, 4,9 l'étaient dans l'Atlantique du Nord-Est, soit : $4,9/6,8 = 72\%$; tandis qu'en 2009, le pourcentage était de $3,5/5,1 = 76,5\%$.

Lecture : sur 100 poissons pêchés par l'UE en 2000, 72 l'étaient dans l'Atlantique du Nord-Est ; en 2009, sur 100 poissons pêchés par l'UE en 2000, 76 environ l'étaient dans l'Atlantique du Nord-Est.

- Il permet de comparer des poids d'une **grandeur** par rapport à un **ensemble de référence** :

Ainsi, on peut repérer le poids de l'investissement par rapport au PIB (Formation brute de capital fixe)/PIB), le poids de la dette par rapport au PIB (dette/PIB), le taux d'autofinancement (Épargne brute/Formation brute de capital fixe)...

Pièges à éviter

Une grandeur peut diminuer (augmenter) et sa part dans l'ensemble peut augmenter (diminuer) !

Dans l'exemple précédent, le **nombre** de tonnes pêchées dans l'Atlantique du Nord-Est a diminué et le **poids** a augmenté.

La variation des parts entre deux périodes se calcule ainsi : (part d'arrivée – part de départ). Le résultat s'exprime alors en points (ou points de %)

Exemple : $76,5\% - 72\% = +4,5$ points de pourcentage (et non pas $+4,5\%$)

EXERCICES

1 Répondez par vrai/faux aux affirmations ci-dessous

a. La croissance est un phénomène repérable dès le Moyen Âge dans les pays européens.

vrai faux

b. La croissance économique est mesurée par la variation du PIB marchand.

vrai faux

c. La mesure du PIB est une mesure fiable du bien-être des populations.

vrai faux

d. La croissance économique dépend exclusivement des deux facteurs de production que sont le capital et le travail.

vrai faux

e. Si la production augmente grâce à une utilisation plus importante de facteur capital et travail, on dira que la croissance est extensive.

vrai faux

f. Pour Robert Solow, l'origine du progrès technique est exogène.

vrai faux

g. Les théoriciens de la croissance endogène estiment que la croissance s'explique par l'accumulation de capital humain notamment.

vrai faux

h. Les administrations publiques ont un rôle à jouer dans le financement de la recherche.

vrai faux

i. L'activité de réparation des dommages (créés par une entreprise polluante) participe à la majoration du PIB.

vrai faux

j. Les droits de propriété incitent les individus à créer et à produire.

vrai faux

2 La contribution à la croissance des facteurs de production.

	1951/1973
PIB marchand	5,4
Contributions à la croissance	
Emploi	0,15
Durée du travail	-0,3
Qualité de la main d'œuvre	0,4
Migrations agricoles	0,5
Volume de capital	1,3
Durée d'utilisation du capital	0,05
Âge du capital	0,3
Résidu	3,1

Source : P. Dubois, « Ruptures de croissance et progrès technique », *Éco et statistiques* n° 181.

À partir du tableau ci-dessus, complétez le texte suivant :

Dans ce tableau apparaissent les contributions à la croissance pour la période []. Les quantités de travail contribuent à [] point de croissance et ont donc un impact [] sur la croissance pendant cette période, en France ; les quantités de capital contribuent à [] point de croissance ; la qualité du travail explique [] points de croissance et la qualité du capital repérée par [] explique [] points de croissance ; au total, le capital et de travail expliquent [] point de croissance. Il reste donc un « résidu » de [] point de croissance ; ce résidu inexpliqué pour [] représente [] % de la croissance économique. Il s'apparente au [] et à la productivité globale des facteurs.